

Stéphane Straub - 01/05/2009



Stéphane Straub, chercheur à l'école d'économie de Toulouse.

Le cas du Paraguay montre qu'il ne peut y avoir de normalisation sans un soutien international.

Le Paraguay était, au début du XIXe siècle, le pays le plus riche d'Amérique du Sud. Aujourd'hui, près de la moitié de ses habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Quel malheur l'a donc frappé ? Avant tout, la corruption. Depuis l'arrivée au pouvoir d'une coalition démocratique, voilà tout juste un an, on commence à mieux comprendre par quels mécanismes la corruption est parvenue à ruiner le pays, au profit du parti Colorado, hégémonique pendant plus de soixante ans.

L'été dernier, des enquêteurs ont réussi à filmer treize directeurs régionaux des douanes qui venaient de remettre à leur supérieur des mallettes contenant la moitié de leurs recettes. Une manne destinée à être répartie entre hauts fonctionnaires et hommes politiques. Quelques semaines plus tard, une fonctionnaire de la mairie d'Asuncion, atteinte d'un cancer, dénonçait un énorme racket : les 900 employés municipaux étaient contraints de verser la moitié de leur salaire à leurs protecteurs politiques. L'analyse des achats publics montre aussi que des entreprises ont été systématiquement privilégiées par l'Etat, obtenant grâce à cela des niveaux de rentabilité extraordinaires.

Plutôt qu'innover en se lançant dans une activité de production originale, les entrepreneurs locaux avaient donc tout intérêt à consacrer leur énergie au lobbying politique. Toute la structure économique du pays s'est ainsi spécialisée, au fil du temps, dans la capture de rentes... Intuition confirmée par le nombre de firmes, autrefois prospères, qui ont fait faillite depuis que la nouvelle équipe dirigeante a imposé la transparence dans les procédures d'achat.

Un an après son élection, le gouvernement paraguayen doit aujourd'hui résister aux pressions des tenants du *statu quo*, et changer définitivement sa politique d'incitation destinée à faire émerger une génération d'entrepreneurs capables de gagner des marchés à l'international et de générer un nouveau tissu productif dynamique. Ce sera long et difficile, *a fortiori* dans une période de crise mondiale où la tentation protectionniste grandit. La volonté de la communauté internationale de soutenir ce type de politiques en rendant les marchés accessibles peut alors se révéler cruciale. Elle doit être d'autant plus forte que les mêmes mécanismes sont sans doute à l'œuvre dans bien d'autres pays pauvres.